

Dès réception du rapport de la Société Royale, le gouvernement a entrepris un examen interministériel des conclusions du Comité. Après plusieurs mois de discussions et de consultations entre neuf ministères et organismes — dont le ministère des Affaires extérieures, le ministère de l'Environnement, le ministère de la Défense nationale, Agriculture Canada, le ministère de la Santé et du Bien-être social et le ministère des Pêches et Océans, le ministre des Affaires extérieures, M. Clark, a déposé le 27 juin à la Chambre des communes la réponse du gouvernement. M. Clark a déclaré :

« En règle générale, le gouvernement estime l'hypothèse de l'hiver nucléaire scientifiquement crédible, bien qu'il existe de grandes incertitudes sur son ampleur et sa durée. »

M. Clark a précisé que l'étude canadienne serait transmise aux Nations Unies, conformément à la résolution sur l'hiver nucléaire qui a été adoptée à la session de l'Assemblée générale de l'automne dernier. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans l'adoption de cette résolution, qui demande à tous les États et organismes intergouvernementaux de présenter au Secrétaire général des études scientifiques sur les effets climatiques de la guerre nucléaire. Le Canada a souligné l'importance, pour les nations, d'étudier le phénomène et de faire part de leurs conclusions dans le cadre d'un « effort international pour réduire la possibilité d'une guerre nucléaire ».

Comme l'a déclaré M. Clark à la Chambre :

« La présentation du rapport de la Société royale aux Nations Unies sera utile, car elle représentera l'effort du Canada visant à faire en sorte que tous les pays reconnaissent qu'en cas de guerre nucléaire, il n'y aurait que des perdants. »

Le rapport de la Société royale met en relief une fois de plus la nature catastrophique d'un conflit nucléaire. « Cela renforce notre intime conviction qu'il faut empêcher toute guerre nucléaire », a ajouté M. Clark. Notant que le rapport de la Société royale comporte aussi « des implications en matière de sécurité nationale », M. Clark a réaffirmé l'engagement du Canada envers l'OTAN et sa politique de dissuasion « qui garantit notre sécurité depuis plus de 35 ans ». Le rapport renforce en outre la conviction intime « qu'aucune guerre nucléaire ne peut être remportée dans le sens habituel que l'on donne au mot victoire ». C'est pourquoi, a affirmé M. Clark, le gouvernement canadien ne cessera